

Tripoli, Libye, 9 juillet (Infosplusgabon) - Au total, 44 migrants clandestins ont été secourus par l'Organisation non-gouvernementale allemande de secours en mer "SA" en Méditerranée au large des côtes libyennes, a annoncé l'ONG lundi soir.

Cette opération est la deuxième qu'elle a effectuée en moins de 24 heures près de la Libye, illustrant la recrudescence du phénomène de l'immigration en cette saison estivale propice à la navigation maritime.

"Le navire "Alan Kurdi" a secouru 44 migrants. L'opération de sauvetage a été réalisée en coopération avec les autorités maltaises", a indiqué l'ONG allemande, ajoutant que: "l'avion "Cullberry Special Search" a repéré les migrants à bord d'un bateau en bois qui ont été

transportés sur le bateau "Alan Kurdi".

L'organisation a ajouté qu'un "navire de la Marine maltaise est intervenu pour transporter des migrants et les ramener à terre".

Dimanche, Malte a accepté le débarquement sur son sol de 65 migrants sauvés par le navire "Alan Kurdi", rappelle-t-on.

Ce nouveau sauvetage intervient après le drame de la frappe aérienne mardi contre un centre de détention de migrants clandestins à Tajoura, près de Tripoli, tuant 54 migrants et en blessant 130 autres.

Un incident qui a jeté une lumière crue sur la détérioration des conditions des migrants pris dans l'enfer de la guerre en Libye, en proie au chaos sécuritaire, notamment, après l'escalade militaire actuelle à Tripoli où les forces du maréchal Khalifa Haftar tentent, depuis plus de trois mois, de prendre le contrôle de la capitale libyenne, siège du Gouvernement d'union nationale, reconnu par la communauté internationale.

Sur les 600.000 migrants en Libye, 5.000 en situation irrégulière, sont détenus dans des centres d'hébergement, dont 3.000 se trouvent dans les zones de combats dans la périphérie Sud et Sud-est de Tripoli, selon l'Organisation mondiale pour les migrations (OIM).

En dépit du vif émoi et du tollé soulevé par ce carnage d'une frange vulnérable de migrants et une condamnation du Conseil de sécurité des Nations unies, aucune mesure n'a été prise pour changer de manière radicale la réalité des migrants et les risques de plus en plus grands qu'ils courent.

Débordées par les énormes problèmes auxquels elles font face, en raison de la phase difficile que traverse le pays, les autorités libyennes n'ont pas les moyens de remédier à elles seules à cette situation.

En outre, les civils libyens subissent autant que les migrants cette guerre de Tripoli et sont confrontés aux bombardements aériens et chutes de roquettes, ainsi qu'aux pénuries de toutes sortes, en particulier l'accès aux services de base tels que l'eau, l'électricité et les soins.

C'est pourquoi le président du Conseil présidentiel, Favez al-Sarraj, a sollicité, lors du 12ème Sommet extraordinaire de l'Union africaine (UA) à Niamey, au Niger, le soutien de ses pairs africains, afin d'aider au rapatriement de leurs compatriotes qui représentent la majorité écrasante des migrants dans ce pays de l'Afrique du Nord.

De leur côté, les pays européens, qui sont destinataires de ces flux migratoires, sont avant tout soucieux de freiner l'arrivée des migrants en les empêchant d'atteindre leurs côtes par tous les moyens.

Ainsi, après le drame des migrants à Tajoura, l'Union européenne s'est contentée d'octroyer une enveloppe de 61 millions d'euros, destinés à améliorer les conditions de vie des migrants en Libye. Une mesure jugée insuffisante par certains observateurs, qui estiment qu'elle n'est pas de nature à contribuer à mettre fin au calvaire des migrants.

Pourtant les différentes organisations de défense de droits de l'Homme ont réclamé la fermeture des centres de détention de migrants en Libye, suggérant aux pays européens d'accepter de recevoir davantage de migrants et de réfugiés sur leur sol et d'agir en amont, en finançant des projets de développement dans les pays d'origine des migrants, en veillant au suivi pour s'assurer de leur efficacité et surtout de leur adéquation avec l'objectif qui leur est fixé de créer des emplois et des revenus pour les populations locales.

FIN/INFOSPLUSGABON/LMK/GABON2019

© Copyright Infosplusgabon